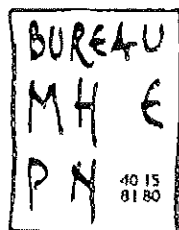

ANNEXE 10

**Commission supérieure des monuments historiques sur
l'étude préalable « Projet global de consolidation et d'assainissement » de J-J.SILL**

03/10/1994

0140153336

D:\SIMI\10\ANIEPN\MBTS\16-01-1995-920195



23 JAN. 1995

COMMISSION SUPERIEURE DES MONUMENTS HISTORIQUES

1^{ère} section, 2^{ème} sous-section « travaux »

séance du 03 octobre 1994

OBJET : Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne). Village-martyr.**Etude préalable : « Projet global de consolidation et d'assainissement ».****Architecte en chef des monuments historiques : Jean-Jacques SILL****Rapporteur : Pierre-André LABLAUDE**

La commission supérieure des monuments historiques (section « travaux ») se réunit ce jour pour analyser l'étude préalable produite par Jean-Jacques SILL, architecte en chef des monuments historiques, concernant le bilan des interventions effectuées depuis 1945 sur le village-martyr d'Oradour-sur-Glane et le programme des travaux de restauration à envisager.

Après la projection d'un film de présentation, **Pierre-André LABLAUDE**, inspecteur général des monuments historiques, rappelle l'historique du site.

Le 10 juin 1944, 642 habitants d'Oradour-sur-Glane trouvèrent la mort dans des conditions atroces. Les 120 bâtiments du village furent alors incendiés.

Interrogé quelques mois après la Libération sur l'éventualité d'une protection du village martyr au titre des monuments historiques, le service des monuments historiques se déclara, dans un premier temps, favorable au classement de l'église d'Oradour, édifice qui correspondait à peu près aux critères traditionnels de protection, mais se montra en revanche plus réservé concernant l'extension d'une telle mesure à l'ensemble du village. Cependant, à la demande du comité du souvenir et après une visite du général de Gaulle, les vestiges du village martyr furent finalement, parallèlement à leur acquisition par l'Etat, classés parmi les monuments historiques en totalité le 10 mai 1946. Leur conservation fut donc placée sous la responsabilité des services de l'Etat. Cette responsabilité a été assumée depuis une cinquantaine d'années par des travaux dont les traces et les comptes sont conservés dans de nombreux dossiers et rapports, qui ont été analysés par Jean-Jacques SILL, architecte en chef des monuments historiques, dans le cadre de l'étude préalable examinée ce jour et qui lui a été confiée par la conservation régionale des monuments historiques du Limousin. L'analyse de ces archives et de ces comptes de travaux met en lumière la dimension tout à fait particulière et atypique de cet ensemble.

Régulièrement, depuis 1945-1946, reviennent les mêmes questions concernant l'état des ruines, considéré pour les uns comme quelque chose d'immuable, d'éternel, et pour les autres comme un phénomène évolutif qui constituerait en quelque sorte le début d'une disparition définitive. Bien qu'il y ait là une ambiguïté initiale, la gestion

**direction
du patrimoine**

3, rue de Valois
75042 PARIS
cédex 01

tél. : 40 15 81 80
fax. : 40 15 80 37

0140153336

de cet ensemble s'est traduite par un travail régulier, systématique et cohérent, travail d'entretien, de conservation et de restauration. L'analyse des archives de la direction du patrimoine témoigne de l'exécution, dès 1945, par l'architecte en chef CREUZOT, de premiers travaux qui vont viser à l'établissement de barrières pour éviter la pénétration des visiteurs à l'intérieur des maisons, et d'un mur de clôture périphérique avec deux pavillons d'entrée, à la construction du martyrium, au tri des gravois et des vestiges mobiliers enfouis sous les ruines des maisons incendiées. Les rapports montrent qu'à cette époque, on eut le souci de montrer les stigmates du massacre, par exemple les points d'impact des balles, ou les traces de sang restant encore visibles sur certains parements et certains enduits. Le relai fut pris dans les années 1950, sur les ruines comme sur les jardins, par des travaux d'entretien ou de petite consolidation, qui furent confiés, selon leur nature ou leur ampleur, à l'architecte des bâtiments de France ou à l'architecte en chef des monuments historiques.

L'analyse des montants consacrés à ces travaux depuis 1945 permet de discerner une première série de travaux immédiatement après 1945 ; puis, entre 1956 et 1974, on se situe dans une fourchette annuelle de 10 000 à 90 000 F de travaux ; entre 1975 et 1984, le montant annuel des travaux est compris entre 120 000 et 280 000 F. En 1985, il est de 1 320 000 F, et en 1986, 2,2 M.F sont investis dans le cadre d'une campagne lourde, menée par l'architecte MESTER DE PARADJ à l'occasion du 40^{ème} anniversaire des événements d'Oradour, qui porte surtout sur les façades sur rue. Depuis 1987, le montant des travaux oscille entre 350 et 500 000 F par an. L'étude préalable produite par Jean-Jacques SILL s'inscrit tout à fait dans la continuité des interventions antérieures et a pour but de fournir à la direction du patrimoine certaines données indispensables à la prise des décisions pour les années à venir.

Mais avant d'évoquer les pathologies existantes, les techniques de conservation à mettre en oeuvre ou les décisions à prendre, il faut d'abord s'interroger sur la signification que revêt aujourd'hui ce lieu, 50 ans après les faits dramatiques qui s'y sont produits, et surtout sur le message qu'il peut dispenser aux 320 000 visiteurs qui en parcourent chaque année les rues. On s'aperçoit de la superposition de plusieurs dimensions : la première est bien sûr celle qui se place à l'origine même de la transformation en mémorial, le souvenir direct, immédiat, des victimes, de ces vies brutalement fauchées avant terme, de ces enfances détruites - pour les survivants - par le souvenir de l'horreur et la disparition des parents. La seconde, qui se dessine quelques mois après les événements, une fois la libération de la France définitivement acquise, c'est la dimension nationale d'Oradour en tant que monument destiné, selon les textes de l'époque à *« témoigner au monde entier, à travers le temps, des destructions accumulées sur notre territoire par quatre années d'oppression et de violence »*. Le village martyr est alors érigé en monument aux morts, à tous les morts de la guerre de l'intérieur, mais dans une vision du "monument aux morts" qui n'est plus celle que l'on a connue pour les guerres de 1870 ou de 1914, dont les monuments étaient le produit de concours d'architectes ou de sculpteurs, comme par exemple le lion de Belfort ou l'ossuaire de Douaumont. La notion du monument aux morts est ici beaucoup plus moderne, du point de vue intellectuel ou esthétique, et se rapproche de celle que proposait Auguste RODIN pour la cathédrale de Reims, incendiée et bombardée. C'est comme si on voulait exposer la ruine elle-même en tant que monument, le cadavre pour perpétuer la mémoire du crime. Ces deux dimensions sont celles qui émergent dans les dix premières années après les événements. Après 50 ans, avec le recul du temps, on découvre sur le site d'Oradour deux dimensions nouvelles, qui en font évoluer la signification et qui élargissent la palette des émotions. La première résulte, sur ce site que l'on avait pu croire figé ou momifié, d'une part de l'évolution inexorable du processus de ruine, et d'autre part du réinvestissement progressif du village par la végétation du Limousin, particulièrement exubérante et qui a sensiblement modifié la

0140153336

présentation du site. Cette transformation a fait évoluer l'image dramatique initiale vers une nouvelle image plus poétique, porteuse d'une émotion presque romantique sur le temps qui passe, sur la fragilité de l'existence humaine, une réflexion à la Hubert ROBERT pour laquelle la ruine, même si elle ne résultait pas d'un fait de guerre, même si elle n'avait pas coûté 642 vies, serait encore pour le visiteur porteuse d'émotion. Enfin, la dernière dimension, considérée par certains comme parasite, mais aujourd'hui indéniable et, pratiquement, d'ordre archéologique, c'est l' " effet Pompéi ", l'effet du temps arrêté à une seconde donnée à partir de laquelle plus rien n'aurait bougé ; c'est la casserole en émail sur le poêle à bois GAUDIN, l'interrupteur électrique en porcelaine, la machine à coudre SINGER devant la fenêtre de la salle à manger, les fils du tramway ou le rideau métallique de la devanture du boucher, ou encore la vieille PEUGEOT 202 du médecin, qui reste en stationnement sur la place du village. Ces détails, par leur caractère véridique, sont incontestablement porteurs d'une puissance d'évocation, qui vient soutenir chez le visiteur l'émotion que suscite au départ le simple récit des événements. Ils revêtent également une dimension documentaire presque ethnographique sur cette vie rurale d'il y a un demi-siècle au coeur d'une campagne française, dont on ne conserve plus aujourd'hui aucun autre exemple qui soit d'une telle authenticité. C'est cette authenticité qui est aujourd'hui au coeur du débat. Ce n'est déjà plus une authenticité intégrale : la moitié des maçonneries conservées en élévation en 1945 a déjà disparu ; les ouvrages de consolidation qui ont été mis en oeuvre ont privilégié la présentation sur la grand-rue, si bien qu'en contournant les maisons on voit tous les états, toutes les consolidations, et on a l'impression que le décor a un envers et un endroit. Il y a déjà eu une altération importante de la signification. L'église, par exemple, est très spectaculaire avec sa grande voûte crevée vers le ciel, mais on sait que cet effondrement ne date pas du massacre, mais s'est produit plusieurs mois après celui-ci. Même le mobilier qui subsiste encore dans les maisons, en particulier le mobilier métallique (poêles, radiateurs, ustensiles domestiques, vélos...) a fait l'objet d'une mise en scène. Les réseaux électriques du tramway ont été restaurés avec beaucoup de scrupules et de sensibilité par l'architecte des bâtiments de France il y a quelques années, mais sont déjà des éléments reconstitués. La vieille PEUGEOT, sur la place du village, n'est plus la PEUGEOT d'origine, mais déjà une voiture de remplacement. Ces entorses à une authenticité intégrale ont été traitées avec beaucoup de retenue, mais on peut se demander s'il faut poursuivre dans cette voie et tenter de figer, pour les cinquante ans à venir, l'image d'un drame qui est déjà passé de cinquante ans. N'est-ce pas au risque d'une perte d'authenticité, d'une falsification progressive des vestiges, qui pourrait aller jusqu'à une mise en scène relativement morbide ? En conclusion, 50 ans après la Libération, se repose la question à laquelle personne jusqu'ici n'a eu la force ou le courage de répondre réellement : veut-on conserver ces vestiges pour l'éternité, ou simplement accompagner le mieux et le plus dignement possible leur disparition progressive ? A ce stade de la réflexion, pour entrer plus concrètement dans cette problématique de la conservation, Pierre-André LABLAUDE laisse la parole à Jean-Jacques SILL, qui va présenter les données plus directement opérationnelles du dossier.

Jean-Jacques SILL, architecte en chef des monuments historiques, présente des diapositives dans le but de montrer le caractère spécifique du lieu. Ce monument est constitué de 120 maisons. Parmi ces constructions figurent l'église du XV^{ème} siècle, des maisons particulières, dont l'ancienneté varie du XV^{ème} au XX^{ème} siècles, des dépendances, des hangars agricoles, des commerces, des boutiques, la gare... Les îlots sont tous assez semblables. Une photographie, en particulier, montre un type d'intervention extrêmement visible : des prothèses en béton qui ont été posées à l'arrière d'un mur. De l'autre côté, c'est la rue principale empruntée par le public. D'une manière générale, la pathologie est variable selon les types de constructions, dont

0140153336

Oradour présente un éventail complet : pierre de taille, moellon, enduit, constructions en dur, constructions beaucoup plus fragiles. De tous ces éléments constructifs, l'action de l'eau, des végétaux, du public a progressivement gommé, usé les murs, les maçonneries, et surtout les éléments plus fragiles (enduits, peintures, papiers peints, menuiseries, fenêtres et planchers). La comparaison avec les photos prises juste après l'incendie, dans les années 1945-1950, montre que les vestiges étaient alors beaucoup plus importants que ceux que l'on voit aujourd'hui. En particulier, tous les éléments de menuiseries (portes et fenêtres) sont aujourd'hui quasiment l'exception. Une photo montre l'emplacement d'une maison qui a totalement disparu, et qui était pourtant importante dans la symbolique du lieu, puisqu'il s'agit de l'ancienne école des réfugiés lorrains. Il en reste quelques arases de murs, le reste étant envahi par la végétation. Plusieurs vues montrent les pathologies et l'avancement des dégradations.

Les propositions contenues dans l'étude s'inscrivent parfaitement dans la continuité des interventions qui ont été faites depuis le classement du site. Il s'agissait essentiellement d'habillage systématique des arases, soit en maçonnerie du type couche de sacrifice, soit en tuiles. Cet habillage a d'ailleurs produit à Oradour un type de silhouette assez caractéristique, reprenant soit un aspect linéaire, soit un aspect denticulaire sur la plupart des murs. Il y a donc là un exemple de modification du site indiscutable. Parmi les propositions (habillage systématique des arases, cicatrization des parements, consolidations par injections), très employées dans les 50 dernières années et qui procèdent de la thérapeutique traditionnelle, Jean-Jacques SILL émet quelques réserves sur les prothèses de béton, qui ne semblent pas forcément adéquates par rapport à la fragilité de l'élément qui doit être maintenu. Il pense que, dans quelques années, les prothèses seront encore là alors que le mur lui-même aura disparu. L'étude préalable a donc donné la préférence à des remontages discrets de maçonnerie, à des interventions extrêmement modestes, mais efficaces. Plutôt qu'une chirurgie lourde, il a préféré, dans la continuité des interventions menées depuis 50 ans, la médecine douce. Jean-Jacques SILL montre une photo représentant les voiries, qui sont classées et font partie intégrante du site. Elles sont expertisées dans l'étude, et feront également l'objet de propositions. Une photo représente une automobile PEUGEOT, qui figure la voiture du docteur DESOURTEAUX. Il y a trois ans, l'architecte des bâtiments de France a appliqué à cette voiture une technique particulièrement novatrice, léger sablage et application d'une cire micro-poreuse. Le traitement a été efficace durant quelques années, mais on constate qu'il y aurait lieu de reprendre l'entretien du véhicule, avec en particulier les problèmes de corrosion du bas de carrosserie. Il précise qu'il reste encore une dizaine de voitures, disséminées dans l'ensemble du site.

Bernard BROCHARD, inspecteur général des monuments historiques, approuve ce qu'a dit Pierre-André LABLAUDE : le site a changé par rapport à ce qu'il a dû être après le massacre, et s'est en effet teinté de cet aspect un peu romantique, dû à l'arasement progressif des parties arrières de nombreuses maisons et à la végétation qui adoucit l'effet des ruines.

QUESTIONS

Dominique MOUFLE souhaite connaître le degré de fréquentation du site, et le nombre de personnes affectées au gardiennage et à la conduite des visites.

0140153336

Michel CLEMENT, directeur régional des affaires culturelles du Limousin, estime qu'en 1993, 328 000 personnes ont visité ce site de dix hectares, propriété de l'Etat gérée par la caisse nationale des monuments historiques et des sites, avec des gardiens relevant de la direction du patrimoine. La fréquentation a augmenté très fortement en 1994, suite aux commémorations du cinquantenaire. De 1993 à 1994, on est passé de 63 000 à 99 000 personnes en juillet, et en août de 98 000 à 140 000 personnes, soit une augmentation de 40 % d'une année sur l'autre. L'entrée du site est gratuite, mais le comptage est fait précisément, et les chiffres sont donc objectifs.

Maryvonne de SAINT PULGENT demande au directeur régional des affaires culturelles de bien vouloir informer la commission sur le projet de centre de la mémoire.

Michel CLEMENT précise que, depuis plusieurs années, devant la constatation que les ruines perdaient, avec les restaurations, une partie de leur signification, il a été envisagé de transférer la mémoire historique des faits qui se sont déroulés il y a 50 ans dans un bâtiment situé aux abords du site de l'Etat. Le conseil général de la Haute-Vienne va assurer la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un bâtiment d'accueil, placé à l'extérieur des ruines, mais doté d'une entrée directe sur le site appartenant à l'Etat. C'est un projet estimé à près de 34 M.F. H.T., qui bénéficiera d'une subvention de l'Etat de 12 M.F., à parité entre le ministère de la culture et de la francophonie et le ministère des anciens combattants et victimes de guerre. Le concours d'architecture a eu lieu, et l'équipe menée par le scénographe Yves DEVRAINE et le paysagiste Bernard LASSUS a été choisie. La maquette a été dévoilée le 10 juin 1994 devant le Président de la République, le Premier ministre, le ministre de la culture et de la francophonie et le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Le dépôt du permis de construire devrait intervenir dans le courant de l'année 1995. Il est bien évident qu'il y aura une correspondance immédiate entre le site appartenant à l'Etat et le centre de la mémoire, qui sera probablement géré par une société d'économie mixte dépendant du conseil général de la Haute-Vienne.

Jean-Gabriel MORTAMET demande si, actuellement ou dans les années à venir, on peut penser que les ruines puissent présenter des risques pour le public.

Philippe PONCET, architecte des bâtiments de France de la Haute-Vienne, répond qu'actuellement, l'attention se porte essentiellement sur la sécurité du public. Suite aux travaux réalisés par Gabor MESTER DE PARADJ il y a une dizaine d'années, un circuit de visite a été défini le long des rues principales du site, et c'est dans ces rues-là que les travaux se font en priorité. Comme l'ont montré les diapositives, les crédits octroyés ces dernières années ont permis d'assurer la sécurité, tout en sacrifiant les coeurs d'îlot, interdits au public.

Jean-Michel MUSSO demande si, avec les travaux préconisés, l'ensemble des structures, ou tout au moins les principales, seront sauvées, et, si oui, pour combien d'années ? D'autre part, l'architecte en chef a appelé l'attention de la commission sur le fait que les peintures, les enduits, disparaissaient rapidement. Jean-Michel MUSSO souhaite savoir si, tout au moins en certains endroits, il est prévu un effort particulier pour conserver et pérenniser certains épidermes, ou certains éléments qui pourraient paraître plus fondamentaux dans la lisibilité du site ?

0140153336

Jean-Jacques SILL répond que c'est effectivement une des grandes questions soulevées par ce site. Une formule, attribuée à Jacques DUHAMEL, lui semble bien résumer la mission des responsables : *"conserver le site dans le meilleur état de destruction possible"*. *"Retarder"* l'action du temps est le terme adéquat ; *"cristalliser"* et *"stopper"* sont des termes qu'il n'emploierait pas pour sa part. C'est la spécificité de monuments comme Pompéi et Oradour, qui se sont bloqués sur une date donnée, par rapport à d'autres sur lesquels l'action des siècles a eu largement le temps de se faire sentir, en déshabillant progressivement les éléments les plus fragiles pour ne laisser du monument que le squelette, la partie résistante. Il reste ici beaucoup d'éléments fragiles, dont la conservation s'identifie à une sorte de gageure, et présente des difficultés considérables. Faut-il conserver les éléments les plus fragiles, tels que menuiseries, peintures, papiers peints, traces de carbonisation et d'incendie, qui font effectivement l'émotion et la qualité du site ? Donner matière à toutes ces choses - et matière intemporelle, peut-être - présente une grande difficulté technique.

Colette di MATTEO s'interroge sur le programme de l'intervention, et notamment sur le patrimoine végétal, qui s'est surajouté à ce lieu de mémoire extrêmement important. Le village martyr qui avait été protégé en 1946 était une ruine essentiellement minérale, déchiquetée, et qui, de ce fait, devait parler à l'imagination. Comme l'a rappelé Pierre-André LABLAUDE, il s'agit actuellement pratiquement d'un site romantique, encore porteur, toutefois, d'énormément d'émotion. Qu'est-il prévu, parallèlement au problème de consolidation des ruines, sur le patrimoine végétal, pour essayer de ne pas "désaccorder" l'ensemble de ce site ?

D'après Jean-Jacques SILL, la question du végétal est en effet une question importante, car il y a eu transformation. Il y a eu, à un moment, un village, un grand bourg commercial, agricole, avec la vie et le contexte correspondants, avec certaines essences et variétés très précises : des alignements, des arbres de rapport, des arbres fruitiers. Tout ceci a disparu faute d'entretien, faute aussi de justification. Il n'y avait plus lieu de cueillir les pommes, et plus personne pour le faire. Il y a eu, concernant le couvert végétal, des interventions volontaires et involontaires. Un plan concerté d'aménagement paysager a été mené autour du mémorial construit sur le nord du site dans les années 1950, avec des résineux (grands conifères, ifs). On rencontre sur l'ensemble du site, les grandes espèces monumentales. En particulier, un très beau chêne se dresse sur une pelouse magnifique. Cela évoque, pour Jean-Jacques SILL, une ruine comme on les aime outre-Manche. Ce n'est peut-être pas tout à fait volontaire, mais une étude plus approfondie devrait être menée sur cette évolution du végétal dans le site.

Eric PALLLOT demande à Jean-Jacques SILL s'il est en mesure d'évaluer l'authenticité du site, si toutes les parties ont été entretenues jusque là, s'il y a des parties restant entièrement authentiques, à l'image de la photo présentée montrant une maison qui est "descendue" toute seule, et qui est morte de sa belle mort ?

Jean-Jacques SILL répond qu'il y a eu, dans les 50 dernières années, une stratégie. Les lieux où le public avait accès ont été déterminés : la rue principale, puis une deuxième rue, pour faire un circuit en boucle et surtout pour permettre au public de se rendre aux lieux dits "lieux du supplice" : l'église, la grange LAUDY, le "puits tragique", etc... Les façades donnant sur ce circuit public ont bien évidemment été mises en sécurité, mais tout ce qui n'était pas sur ces rues principales a été à peu près laissé pour compte. Le sens-même de l'étude préalable était de montrer les effets de ce

0140153336

choix, et de déterminer les moyens permettant de renverser, autant que possible, cette orientation.

Benjamin MOUTON indique que, sur certains ouvrages qui se dégradent, comme les arases de murs, il existe des techniques de consolidation assez connues. Mais à l'évidence, ces techniques condamnent à un renouvellement répété. C'est pourquoi on ne peut s'engager vers une garantie absolue de cicatrisation et de cristallisation. Mais pour d'autres pathologies, qu'en est-il des propositions ? Certaines photos permettent d'observer des murs déversés. Sur ces ouvrages, ne sera-t-on pas condamné, d'une façon ou d'une autre, à des prothèses ? Certains ouvrages en béton armé, qui ont été placés derrière des structures déjà déversées, ne devront-ils pas être reproduits ? Quelle autre solution peut-on proposer, puisque celle-ci ne semble pas satisfaisante ? Et qu'en est-il du mobilier ? La question de la voiture, qui a été remplacée pour entretenir l'image, a été évoquée. Mais certaines plaques de rue, certains panneaux indicateurs disparaissent. Ce mobilier semble pourtant nécessaire, comme outil de présentation de l'évocation.

Jean-Jacques SILL répond qu'en ce qui concerne la prothèse, c'est un moyen qu'il ne s'interdira pas, qui a fait ses preuves mais qu'il s'agit d'adapter. L'exemple présenté sur les photos n'est pas mauvais sur le fond, même si la forme choque un peu. Les 120 maisons du site constituant une sorte de conservatoire de toutes les pathologies, de tous les cas de maçonnerie, il a montré combien ce site était intéressant et différent des autres, en ce sens qu'il comportait encore beaucoup d'éléments fragiles, qui ailleurs avaient disparu. Il fait remarquer que ce site montre bien les limites des méthodes d'intervention, et conduit les architectes à se montrer modestes, prudents et réservés. Il n'y a pas de réponse à long terme sur ce site. Cela veut peut-être dire qu'il faudrait revoir les conceptions. L'idée que la déchéance du patrimoine est intolérable est une idée très bonne, généreuse et partagée par tous, mais elle est aussi liée à une certaine idée de la gestion des risques, pour laquelle la technique doit apporter les réponses à tous les problèmes. On atteint, à Oradour, les limites des moyens d'intervention. Jean-Jacques SILL cite Henri-Pierre JEUDI : *"Les signes de déchéance des patrimoines sont devenus intolérables à une société qui puise dans la gestion des risques le sentiment de maîtriser le futur"* (entretiens du patrimoine, 1990, « Faut-il restaurer les ruines ? »). Ce site, il faut peut-être le regarder "partir", le regarder progressivement s'effacer. Toutes les techniques atteignent leurs limites à Oradour, tant que l'on veut préserver l'authenticité, et une certaine modestie des interventions.

Yves BOIRET demande quelles sont actuellement les mesures de protection de l'ensemble du terrain qui se trouve autour de la partie classée ? S'agit-il simplement du rayon de 500 mètres prévu par la loi de 1913, ou y a-t-il un plan d'occupation des sols ou des mesures qui permettent d'isoler un peu cette ruine dans son environnement ?

Philippe PONCET répond qu'il existe un P.O.S. à Oradour. Entre l'enceinte du village martyr et les routes départementales qui l'encadrent, il y a une zone « tampon » de près que l'on n'a pas vue sur les photos. Le centre de la mémoire, évoqué précédemment, se situe au-delà de la route départementale, ce qui a obligé les concepteurs à imaginer un passage sous la route pour accéder aux ruines. Il précise qu'il n'y a pas de bâtiments couverts, que tous les bâtiments sont en ruines, à l'exception d'une grange qui sert de remise pour le matériel des jardiniers. Ce qui

0140153336

signifie que la conservation des papiers peints, peintures, et éléments de menuiserie pose un problème quasiment insurmontable, puisque tout est à l'air libre.

Bernard FONQUERNIE revient sur la question de la végétation, non plus pour les arbres, mais pour les sols. Au vu de la photo sur l'école des réfugiés lorrains, il a remarqué que l'herbe a poussé aussi bien à l'intérieur des pièces qu'à l'extérieur. Est-ce que cette situation est valable pour l'ensemble des ruines, ou a-t-on encore des perceptions de ce qu'étaient les maisons, les cours ? Il souhaiterait une diapositive montrant le plan des ruines ou des substructions, pour pouvoir se rendre compte de ce qui est debout et de ce qui est marqué au sol. Dans l'idée de la thérapie douce, qu'est-il envisagé : l'herbe sera-t-elle laissée " libre " ou entretenue ? Ou bien les sols seront-ils marqués, y aura-t-il de la terre battue ? Le projet ne s'en tient-il qu'aux murs ?

Jean-Jacques SILL précise que l'école des réfugiés lorrains représente un exemple unique. Les 119 autres maisons se présentent comme quatre murs plus ou moins élevés, aux planchers effondrés, donc emplis d'amas de gravois. Il n'y a donc pas d'herbe à l'intérieur, mais un entretien d'élimination des végétaux type lierre ou autre est régulièrement effectué par les deux jardiniers du site. La solution proposée pour l'école est de réinscrire les arases, de les dégager de cette végétation et de traduire simplement l'intérieur par un sol minéral. Mais il répète que le cas de l'école des Lorrains est un cas très particulier. Il y a eu dans les 50 dernières années des tris de gravois, pour certaines maisons. Le traitement actuel de l'intérieur des maisons est un traitement minéral qui subsiste, bien entendu, dans l'étude proposée.

Catherine de MAUPEOU a eu l'occasion de se rendre plusieurs fois sur le site et, en dépit du développement de la végétation, elle n'a pas eu le sentiment de percevoir quoi que ce soit de romantique dans ce lieu absolument bouleversant. Elle reste très partagée devant ce dilemme : tout faire pour le conserver, ou le voir disparaître, c'est-à-dire retarder sa mort, mais le laisser peu à peu continuer à évoluer. Le fait qu'ait été prise la décision d'édifier un centre de la mémoire est déjà une chose très forte et il lui semble que le traitement du lieu doit être essentiellement « minimaliste ». Le problème qui se pose concerne le mobilier, comme l'a dit **Benjamin MOUTON**. Le laboratoire de Champs-sur-Marne avait été saisi du problème de la conservation de toutes les ferrailles qui, même avec de l'entretien, sont pratiquement à bout. Il est évident que toutes ces carrosseries tomberont un jour en poussière, malgré tous les traitements. C'est un lieu où, à son avis, il est exclu de faire quelque pastiche que ce soit. Quand Jean-Jacques SILL dit qu'il s'oriente vers un traitement minéral, il a tout à fait raison, car le végétal paysager n'a pas sa place à Oradour. Catherine de MAUPEOU souhaite connaître la position de l'association des descendants des victimes, qui lui paraît très importante vis-à-vis de ce site. La construction d'un mémorial la rend-elle aujourd'hui moins encline à stigmatiser une sclérose du site actuel ? Ou est-elle, au contraire, résolue à ne laisser perdre aucune pierre, et à vraiment essayer au maximum de conserver le site tel quel ?

Henri CATHALIFAUD, premier-adjoint au maire d'Oradour, déclare qu'il représente ici la municipalité, et non l'association des familles. Celle-ci est très axée sur le souvenir, et il est certain qu'elle souhaite que les ruines soient conservées le plus longtemps possible, et dans le meilleur état possible. Oradour reçoit 350 000 visiteurs par an, et on ne peut imaginer de laisser disparaître complètement ces ruines. Il faut au contraire apporter le maximum d'attention à leur conservation. L'avis formel des habitants d'Oradour est également de conserver les ruines le plus longtemps possible.

0140153336

Quant aux visiteurs, ils venaient, au départ, guidés par l'émotion. Aujourd'hui, la plupart des gens qui viennent sont nés après la guerre, et ont besoin d'être informés. Le centre de la mémoire aura pour vocation de les préparer à la visite. Mais si c'est donc la raison, et non plus l'émotion, qui amène aujourd'hui les visiteurs, et si le centre de la mémoire est destiné à jouer un rôle pédagogique, il est bon qu'à côté, les ruines demeurent dans ce " *meilleur état de destruction possible* " dont il a été parlé : en effet, les visiteurs, qui viennent toujours aussi nombreux, repartent tous, en définitive, bouleversés. La population percevrait très mal l'arrêt de l'entretien de ces ruines.

Maryvonne de SAINT PULGENT précise que l'on ne " conserve " pas des ruines, parce que n'étant pas couvertes, elles sont vouées à la destruction. On sait qu'elles disparaissent peu à peu. Elle demande par ailleurs si le sentiment de la population n'a pas beaucoup évolué depuis 40 ans.

Henri CATHALIFAUD estime qu'il y a lieu d'attendre vingt ou trente ans pour voir ce qu'il y aura lieu de faire, car ceux qui ont connu le massacre et sont prêts à s'insurger contre la disparition de ce site ne seront alors plus là. Les gardiens du souvenir ne peuvent pas ne pas se référer à la décision qui a été prise après la guerre, et notamment par l'Etat. Il faut s'en tenir à cette décision, et maintenir ce qui peut l'être dans un état convenable. Quand on vit à côté, on ne s'aperçoit pas d'un changement du site sous l'effet du temps.

Maryvonne de SAINT PULGENT prie les personnes étrangères au service de bien vouloir se retirer.

HUIS CLOS

VOTES

Sur la demande de la commission, **Maryvonne de SAINT PULGENT** met aux voix la solution qui consisterait à ne plus rien faire à Oradour, et à laisser le temps continuer à dégrader le site :

Pour : 0
Contre : 24

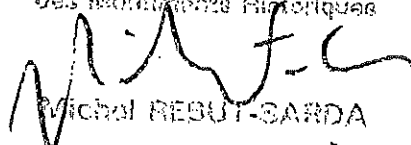
Maryvonne de SAINT PULGENT met aux voix la solution qui consiste à « accompagner » l'évolution inéluctable des ruines, de sorte que l'Etat conserve sans restituer et assure la sécurité du public et une survivance « douce » du site, en concentrant spécialement les efforts sur le quartier de l'église, porteur de l'essentiel du symbole :

Pour : 20
Contre : 3
Abstention : 1

Cette dernière solution est adoptée par la commission supérieure des monuments historiques, qui mandate Pierre-André LABLAUDE pour modifier, en concertation avec Jean-Jacques SILL, la programmation établie par ce dernier, en fonction des nouvelles orientations qu'elle vient de définir. Toute question difficile devra être renvoyée devant la commission supérieure.

9

Le Sous-Directeur
des Monuments Historiques


Michel RESUT-SARDA

0140153336

Commission supérieure des monuments historiques (1^{ère} section, 2^{ème} sous section)
ORADOUR-SUR-GLANE, village-martyr.
Séance du 03 octobre 1994.

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION **(HUIS CLOS)**

Caroline PIEL a l'impression que la création du centre de la mémoire arrive à "réveiller" le site d'Oradour, pour lequel la décision avait été prise vers 1984, de restaurer les allées principales pour permettre un circuit de visite, et de laisser s'évanouir le reste. Elle pense que le centre de la mémoire génère des travaux sur le reste du village et, peut-être, un nouveau circuit de visite. Un certain endormissement du site s'était amorcé, et l'on assiste à un réveil avec tous les problèmes que cela pose, une sorte de retour en arrière par rapport aux décisions de 1984.

Maryvonne de SAINT PULGENT estime en effet que la création du mémorial suscite des demandes sur le site, puisque le site est la réserve de visite du mémorial. Ce sont bien-là les inconvénients de la création de ce mémorial. C'est l'Etat qui entretient le site, alors que le mémorial est géré par les communes, qui ne sont responsables des ruines ni financièrement, ni déontologiquement. C'est un véritable effet pervers de la création de ce mémorial. Maryvonne de SAINT PULGENT pense qu'il ne faut pas se laisser aller à la pression qui tend à faire changer de doctrine sur ce site.

Michel CLEMENT constate qu'effectivement les pressions sont plus fortes qu'il y a quelques années. Cela tient aussi au fait que les souvenirs de la guerre sont fréquemment évoqués dans tous les milieux. Il ne faut pas pour autant, à son avis, changer de doctrine en fonction de la création de ce centre de la mémoire. Il faut en quelque sorte pratiquer les soins palliatifs, c'est-à-dire accompagner l'évolution naturelle sur des dizaines d'années. Il pense que le problème sera posé dans 30 ou 40 ans de manière très différente en fonction de l'avancement des générations. Il serait absolument impossible, comme l'a dit l'adjoint au maire, d'annoncer aujourd'hui qu'on abandonne le site. Cela pose d'ailleurs un problème quant au sens même de l'étude : doit-on restaurer les maisons les unes après les autres, ou plutôt "saupoudrer" les efforts sur l'ensemble du site ? Ce sont des questions qu'il faudrait évoquer au sein de la commission.

Maryvonne de SAINT PULGENT demande la lecture des avis.

Pierre-André LABLAUDE estime que la réflexion a déjà bien avancé, puisqu'on arrive à dénoncer l'illusion de la cristallisation. On sait que, sur la durée, on ne peut pas arriver à conserver ces ruines, et que dans 20 ou 50 ans, il ne restera plus rien de cet ensemble. En première conclusion, il pense qu'on peut approuver la réponse donnée par l'architecte en chef à la question qui lui était posée. On lui demandait

0140153336

Quant aux visiteurs, ils venaient, au départ, guidés par l'émotion. Aujourd'hui, la plupart des gens qui viennent sont nés après la guerre, et ont besoin d'être informés. Le centre de la mémoire aura pour vocation de les préparer à la visite. Mais si c'est donc la raison, et non plus l'émotion, qui amène aujourd'hui les visiteurs, et si le centre de la mémoire est destiné à jouer un rôle pédagogique, il est bon qu'à côté, les ruines demeurent dans ce " meilleur état de destruction possible " dont il a été parlé : en effet, les visiteurs, qui viennent toujours aussi nombreux, repartent tous, en définitive, bouleversés. La population percevrait très mal l'arrêt de l'entretien de ces ruines.

Maryvonne de SAINT PULGENT précise que l'on ne " conserve " pas des ruines, parce que n'étant pas couvertes, elles sont vouées à la destruction. On sait qu'elles disparaissent peu à peu. Elle demande par ailleurs si le sentiment de la population n'a pas beaucoup évolué depuis 40 ans.

Henri CATHALIFAUD estime qu'il y a lieu d'attendre vingt ou trente ans pour voir ce qu'il y aura lieu de faire, car ceux qui ont connu le massacre et sont prêts à s'insurger contre la disparition de ce site ne seront alors plus là. Les gardiens du souvenir ne peuvent pas ne pas se référer à la décision qui a été prise après la guerre, et notamment par l'Etat. Il faut s'en tenir à cette décision, et maintenir ce qui peut l'être dans un état convenable. Quand on vit à côté, on ne s'aperçoit pas d'un changement du site sous l'effet du temps.

Maryvonne de SAINT PULGENT prie les personnes étrangères au service de bien vouloir se retirer.

HUIS CLOS

VOTES

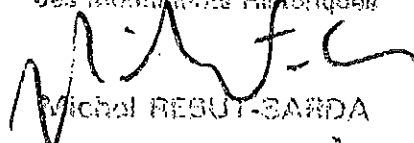
Sur la demande de la commission, Maryvonne de SAINT PULGENT met aux voix la solution qui consisterait à ne plus rien faire à Oradour, et à laisser le temps continuer à dégrader le site :

Pour : 0
Contre : 24

Maryvonne de SAINT PULGENT met aux voix la solution qui consiste à « accompagner » l'évolution inéluctable des ruines, de sorte que l'Etat conserve sans restituer et assure la sécurité du public et une survivance « douce » du site, en concentrant spécialement les efforts sur le quartier de l'église, porteur de l'essentiel du symbole :

Pour : 20
Contre : 3
Abstention : 1

Cette dernière solution est adoptée par la commission supérieure des monuments historiques, qui mandate Pierre-André LABLAUDE pour modifier, en concertation avec Jean-Jacques SILL, la programmation établie par ce dernier, en fonction des nouvelles orientations qu'elle vient de définir. Toute question difficile devra être renvoyée devant la commission supérieure.


Michel RESUT-SARDA

0140153336

Commission supérieure des monuments historiques (1^{ère} section, 2^{ème} sous section)
ORADOUR-SUR-GLANE, village-martyr.
Séance du 03 octobre 1994.

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION
(HUIS CLOS)

Caroline PIEL a l'impression que la création du centre de la mémoire arrive à "réveiller" le site d'Oradour, pour lequel la décision avait été prise vers 1984, de restaurer les allées principales pour permettre un circuit de visite, et de laisser s'évanouir le reste. Elle pense que le centre de la mémoire génère des travaux sur le reste du village et, peut-être, un nouveau circuit de visite. Un certain endormissement du site s'était amorcé, et l'on assiste à un réveil avec tous les problèmes que cela pose, une sorte de retour en arrière par rapport aux décisions de 1984.

Maryvonne de SAINT PULGENT estime en effet que la création du mémorial suscite des demandes sur le site, puisque le site est la réserve de visite du mémorial. Ce sont bien-là les inconvénients de la création de ce mémorial. C'est l'Etat qui entretient le site, alors que le mémorial est géré par les communes, qui ne sont responsables des ruines ni financièrement, ni déontologiquement. C'est un véritable effet pervers de la création de ce mémorial. Maryvonne de SAINT PULGENT pense qu'il ne faut pas se laisser aller à la pression qui tend à faire changer de doctrine sur ce site.

Michel CLEMENT constate qu'effectivement les pressions sont plus fortes qu'il y a quelques années. Cela tient aussi au fait que les souvenirs de la guerre sont fréquemment évoqués dans tous les milieux. Il ne faut pas pour autant, à son avis, changer de doctrine en fonction de la création de ce centre de la mémoire. Il faut en quelque sorte pratiquer les soins palliatifs, c'est-à-dire accompagner l'évolution naturelle sur des dizaines d'années. Il pense que le problème sera posé dans 30 ou 40 ans de manière très différente en fonction de l'avancement des générations. Il serait absolument impossible, comme l'a dit l'adjoint au maire, d'annoncer aujourd'hui qu'on abandonne le site. Cela pose d'ailleurs un problème quant au sens même de l'étude : doit-on restaurer les maisons les unes après les autres, ou plutôt "saupoudrer" les efforts sur l'ensemble du site ? Ce sont des questions qu'il faudrait évoquer au sein de la commission.

Maryvonne de SAINT PULGENT demande la lecture des avis.

Pierre-André LABLAUDE estime que la réflexion a déjà bien avancé, puisqu'on arrive à dénoncer l'illusion de la cristallisation. On sait que, sur la durée, on ne peut pas arriver à conserver ces ruines, et que dans 20 ou 50 ans, il ne restera plus rien de cet ensemble. En première conclusion, il pense qu'on peut approuver la réponse donnée par l'architecte en chef à la question qui lui était posée. On lui demandait

0140153336

comment conserver ces ruines, à quel prix, et comment programmer les choses. Il répond à la question posée. Mais au-delà de cette réponse, il y a plusieurs façons de gérer cette évolution dans le temps. Une solution serait de dire qu'on arrête aujourd'hui, qu'on ne met plus un franc sur Oradour, et qu'on "laisse filer" sur 15 ou 20 ans. Une autre solution serait de dire que, pendant 3 ans (alors que l'étude propose un programme de 12 M.F. sur 10 ans), on réalise un gros programme, pour transmettre le site sur 50 ans encore. La troisième solution, plus fine, vient d'être évoquée par Michel CLEMENT. Il faudrait très vite amorcer une sectorisation : on ne peut pas, à terme, laisser "fondre" tout le village de façon uniforme. L'église est le lieu qui semble le mieux placé pour évoquer, dans un siècle ou deux, les événements qui se sont produits en 1944. C'est donc autour de l'église qu'il faut essayer de fournir l'effort le plus dense, et montrer le plus de soin. Il faut commencer à "lâcher" certains quartiers, pour se concentrer sur le secteur de l'église comme centre d'évocation. Ce qui compte surtout, comme l'a très bien dit le représentant de la mairie, c'est le souvenir, la mémoire des gens, des personnes encore vivantes qui ont connu le massacre ou dont les parents ont été tués à cette occasion, des enfants qui étaient partis chez leur grand-mère dans le village d'à côté et qui sont revenus pour trouver un village détruit. Ces gens-là sont encore vivants et ne comprendraient absolument pas que l'Etat dise, du jour au lendemain, qu'il a accompli son devoir et qu'il ne fera plus rien. Il faut poursuivre les efforts encore quelques années, et ensuite, les générations suivantes auront une vision différente du problème. Le centre du souvenir est une création à caractère régional ou départemental. Il arrivera aussi un moment où la question devrait pouvoir être posée aux collectivités territoriales : "Oradour signifie-t-il encore quelque chose pour vous, êtes-vous prêts à vous y investir ?" L'Etat peut considérer, après 50 ans, qu'il n'a pas démerité, et que sa tâche est en grande partie accomplie.

Bernard BROCHARD donne lecture de l'avis de **Thierry ZIMMER**. Si ce n'est le revoûtement partiel de l'église, auquel ce dernier se dit totalement opposé, car ce serait la négation d'un des symboles les plus forts du site, qui doit être protégé en l'état, il n'a aucune remarque à exprimer concernant les techniques qui pourraient être employées pour la préservation des vestiges. Déontologiquement, Thierry ZIMMER se trouve dans un état de profonde perplexité. En effet, la politique à développer sur ce site se résume à une question : « faut-il restaurer les ruines d'Oradour ? », et, de façon plus fondamentale : « le souvenir ne peut-il se perpétuer que par la préservation globale du site ? ».

Bernard BROCHARD estime que l'étude confiée à Jean-Jacques SILL définit assez clairement les travaux nécessaires pour conserver l'état actuel des ruines du village. Elle porte, contrairement aux interventions précédentes, sur la totalité des vestiges, et donc sur les 120 maisons réparties en 12 îlots. Il en résulte un coût d'opération très élevé, mais qu'il faut relativiser étant donnée l'importance des volumes ou des surfaces traitées qui s'étendent sur une dizaine d'hectares. L'examen des descriptifs montre que les travaux restent dans le cadre d'une stricte réparation, et du maintien, à l'aide des diverses méthodes possibles (stabilisation des arases, remaillage des fissures, confortations ponctuelles des parties brisées, en dévers ou en arrachement) de l'état actuel, accompagné de travaux de sécurité. Il importe de conserver l'édifice religieux du village dans son état de ruine, en lui appliquant le traitement des autres maisons. Il pense qu'il est encore trop tôt pour répondre à la question de savoir s'il faut conserver le site en l'état, surtout dans le contexte actuel d'exaspération des souvenirs de la dernière guerre généré par les anniversaires du cinquantenaire ou par quelques affaires récentes. Jamais la présence du dernier conflit n'a été aussi vive dans les mémoires, et l'absence d'une intervention de l'Etat en cette période serait sans doute assez mal comprise. Il convient d'éviter le maximum de dégradations, mais surtout

0140153336

d'intervenir en priorité sur les parties les plus dangereuses ou les plus perceptibles et d'accompagner l'évolution. A une action systématique, maison par maison, Bernard BROCHARD préfère une concentration des efforts sur les parties entourant l'église, et qui évoquent mieux le village, par l'élévation des ruines et l'enchevêtrement des maisons formant un îlot, que les maisons dispersées ou situées aux abords. Il lui semble donc qu'il convient de se montrer plus nuancé que l'étude proposée, surtout dans la répartition du budget annuel, en commençant donc par ce qui est le plus sensible, le plus perceptible - ou le plus dangereux. Laisser évoluer tranquillement les éléments secondaires, comme certains murs de refend ou murs arrière, ou ce qui reste de l'école des Lorrains, ne changera rien au paysage actuel. Beaucoup de maisons ont déjà été sauvées par des restaurations antérieures, et il pense qu'il ne faut pas aller au bout de cette logique, mais travailler doucement et accompagner les urgences.

Maryvonne de SAINT PULGENT constate que les avis des inspecteurs lui semblent finalement très proches.

Bernard BROCHARD souligne que, dans l'étude, le descriptif des travaux, qu'il soit littéraire ou chiffré, n'était pas mis en concordance avec les photographies, ce qui rendait difficile, pour chacune des maisons, la perception du rapport existant entre la nature des opérations à mener et le coût généré par ces opérations. C'est pourquoi il propose qu'on revienne, dans le cadre du projet architectural et technique, sur cette disposition, et que pour chaque maison ou îlot, le descriptif des travaux à faire soit lié à l'estimation de leur coût. Les estimations qui sont présentées correspondent à des méthodes de travaux concernant 15 articles différents : délierrage, renforcement, reprise des enduits, etc. On arrive donc à 15 items-types qui reviennent dans le cas de chaque maison, avec plus ou moins d'importance. Il faut résumer tout cela, et, par contre, indiquer, par rapport au prix de l'intervention, ce que l'on fait exactement sur les structures en question. Cela permettra de mieux moduler l'intervention du service.

Jean-Michel MUSSO croit avoir décelé une ambiguïté à propos de l'église. La voûte s'est effondrée après le sinistre. Or, on hésite sur le point de reconstituer cette voûte, parce qu'elle présente un caractère d'évocation marqué, alors qu'elle ne correspond plus à l'authenticité des faits dont on veut garder la mémoire. L'architecte aura-t-il à reconstituer la voûte ? Jean-Michel MUSSO se prononce personnellement pour. Cela permettra probablement de prolonger la vie de l'église plus longtemps, ce qui correspond à l'avis de l'inspection générale, qui considère bien que s'il y a une zone sur laquelle il faut s'attarder davantage, c'est l'église et le secteur qui l'entoure.

Pierre-André LABLAUDE répond que la voûte de l'église est en effet tombée plusieurs mois après les événements. Mais elle est tombée parce que la toiture avait brûlé, et que l'eau, percolant sur les voûtes, a provoqué la ruine. Celle-ci est donc bien une conséquence des événements. Il souligne que la visite de l'église est très spectaculaire, avec ce grand trou vers le ciel, dans lequel on ne peut pas ne pas imaginer l'âme des gens qui ont péri dans ces lieux, femmes et enfants. Il y a une sorte d'aspiration vers le ciel, très chargée de poésie. On perdrait, en reconstituant la voûte, une dimension très forte et évocatrice, même si, historiquement, elle n'est pas très exacte.

Bernard BROCHARD apporte un renseignement complémentaire. La couverture de l'église est à envisager, à titre d'hypothèse de travail, lors d'une deuxième phase, c'est-à-dire après les travaux de maintien. La possibilité d'une réutilisation du

0140153336

lieu de culte a été évoquée. Il vaut mieux, à son avis, le laisser tel quel, même si cette voûte s'est écroulée en réalité après la catastrophe. Il s'agit de la nef centrale. Il existe des voûtes sur les bas-côtés, donc perpendiculaires à la nef, qui existent encore et qui sont soumises à des infiltrations mais traitées par consolidation, produits hydrofuges, chappe d'étanchéité.

Benjamin MOUTON a l'impression de se trouver devant un site condamné à disparaître. Quand on constate ce qui a disparu en cinquante ans, et compte tenu de la vitesse et de l'accélération des phénomènes, il se demande ce qui va rester dans 50 ans. On pourra freiner la dégradation, mais pas l'arrêter. Il faut donc être extrêmement prudent vis-à-vis des prothèses. Benjamin MOUTON se déclare frappé par les propos de Jean-Jacques SILL, selon lesquels les prothèses resteront peut-être, mais les murs qu'elles sont chargées de soutenir auront disparu. Il faut adopter ici une position : peut-on utiliser des prothèses plus résistantes que les ouvrages à conserver ? Il pense, pour sa part, qu'il vaudrait mieux éviter les prothèses. Ce problème place la commission devant une autre question, qui est celle de la gestion d'un site appelé à évoluer. On n'a finalement pas déterminé quel site on veut avoir dans 50 ans. Il faudrait peut-être alors compléter l'étude de l'architecte, qui est une étude de conservation douce des ouvrages, par une autre étude de « théâtralité », de mémoire, de mise en scène d'un site qui va évoluer, qui va petit à petit disparaître, mais qui doit disparaître comme un lieu d'émotion. Les murs seront remplacés un jour par de la végétation : quelle végétation souhaite-t-on voir, faut-il planter, jusqu'où faut-il aller dans le traitement des sols ? Le lieu de mémoire vient exactement à point pour prendre le relai de l'entretien de la mémoire. Sera-ce Théroutanne ou Disneyland ? C'est maintenant le moment de savoir quel site de mémoire on veut construire aujourd'hui pour dans 50 ans. Cette étude manque.

Eric PALLOT pense que ce projet dépasse le seul cadre de la restauration. La fin des vestiges est inéluctable. Il aborde une autre question : la façon dont est traitée actuellement l'histoire de la seconde guerre mondiale, la tendance au rapprochement entre les pays, entre les belligérants, mais aussi les tiraillements qui persistent dans les mémoires. Il faut que ce projet de restauration soit « minimaliste », qu'il accompagne l'histoire, de sorte que les restaurations ou les consolidations se limitent aux seules parties réellement accessibles au public et que, pour toutes les parties non accessibles au public, on laisse faire la nature. Il rejoint Benjamin MOUTON sur l'avis qui consiste à gérer cette évolution de la nature.

Bernard VOINCHET pense que l'on a protégé ce site parce que les hommes étaient désespérés devant la mort, et que ces lambeaux de murs étaient la seule branche à laquelle on pouvait s'accrocher. Il lui apparaît un peu malsain qu'on ne se trouve plus forcément désespéré devant la mort, mais désespéré devant la mort des ruines. Il ne faudrait absolument pas déplacer le problème. Si l'on n'arrive pas à se détacher des ruines, il y a là quelque chose de morbide, qui le gêne. Il comprend tout à fait la réaction de la population qui a connu les ruines et qui en demande la prolongation, mais il faut avoir le courage, une fois ces gens disparus, de dire que l'on n'est plus désespéré devant la mort des ruines, mais que l'on reste désespéré devant celle des hommes, ce qu'exprime le mémorial.

Michel CLEMENT voudrait intervenir par rapport au projet de restauration. En ce qui concerne l'architecture, il pense que les solutions sont assez faciles à trouver,

0140153336

mais le problème est plus délicat en ce qui concerne le mobilier urbain, notamment tous les éléments métalliques. C'est là que se posent concrètement les questions évoquées par la comparaison avec Disneyland. Par exemple, la voiture, sur la place, va tomber en morceaux. Il est tout à fait exclu de la remplacer par une voiture neuve. Il y a ainsi toute une série de questions qui se posent, comme celle de la pompe à essence, etc... Il aimerait connaître l'avis de la commission sur ces éléments. On a beaucoup parlé des problèmes de la végétation, mais il ne faut pas oublier que dans la plupart des maisons, tout est totalement minéralisé par l'utilisation massive de désherbants, ce qui a chargé les intérieurs d'éboulis, de gravois comportant beaucoup d'éléments métalliques (vélos, tables, etc...). Il semble difficile, sur le plan psychologique, à l'heure actuelle, de faire enlever complètement tous ces gravois. D'ailleurs, qu'en faire ? Les mettre dans un musée ou un dépôt ? Ce sont des questions très concrètes qui ne lui semblent pas avoir été assez évoquées dans l'étude de Jean-Jacques SILL, très architecturale, mais qui ne porte pas assez sur l'ensemble des questions qui se posent en termes de mobilier urbain, en termes d'objets et en termes de végétation.

Edmond FREZOULS intervient sur le fond de l'affaire. Il a entendu avec un peu d'étonnement traiter cette question d'Oradour comme une question locale. « On ne veut pas déplaire, ni froisser les populations locales », On peut avoir une autre optique. Lorsqu'il a visité Oradour, quelques années après le massacre, c'était pour lui, parmi d'autres lieux où des faits semblables s'étaient produits, un symbole d'importance nationale. Il ne veut pas comparer Verdun et Oradour, qui ne sont pas la même chose. Mais on n'aurait jamais eu l'idée de considérer Verdun comme un fait lorrain, régional, c'est un fait national. Oradour est apparu, pour les gens qui vivaient à cette époque, comme un fait national, symbolique, et représentant tous les autres. Il pense qu'il faut tenir compte de cela. Des progrès techniques ont été faits pour faire durer les vestiges. On doit pouvoir continuer encore quelques dizaines d'années, en espérant non pas que les gens oublieront, mais au contraire que la France continuera à s'y intéresser, sans animosité à l'égard de qui que ce soit, mais parce que c'est un fait très significatif d'un temps que les Français de cette époque ont ressenti très profondément. On devrait pouvoir arriver, sans faire de faux, ou sans faire comme les Polonais, qui ont reconstruit la vieille ville de Varsovie (non qu'ils aient eu tort de le faire, d'ailleurs) à conserver quelque chose qui évoque assez authentiquement les faits.

Dominique MOUFLE rappelle que la question avait déjà été débattue en 1973 au moment de la préparation de la commémoration du 30^{ème} anniversaire de 1974. Il avait clairement posé la question à son administration, qui avait répondu qu'il fallait maintenir Oradour. Il avait été rappelé alors à l'architecte en chef son devoir de tout mettre en oeuvre pour maintenir ces ruines. Il lui semble qu'aujourd'hui, la question qui est posée devrait recevoir la même réponse. Comme l'adjoint au maire le disait précédemment, il a le sentiment, lui aussi, que ces ruines sont encore, hélas, très parlantes, et suscitent encore l'émotion. Jusqu'à présent, l'effort était porté surtout sur les circulations des visiteurs en raison des risques de danger. Jean-Jacques SILL s'attache aussi, dans son étude, aux coeurs d'îlots. Ce n'est pas une façade seulement qu'il faut entretenir, c'est un symbole, presque une relique. Il est heureux de constater que l'ensemble des ruines sera traitée. La trace est là, la mémoire sera préservée.

Maryvonne de SAINT PULGENT répond que le problème est qu'il n'y a pas de chasse. On ne peut pas faire abstraction de cette question fondamentale. Si Oradour doit être traité comme une relique, il est clair qu'il doit être démonté, et remonté sous un musée de verre. La commission rencontre ici tout le problème des ruines. Quant à la mémoire, elle peut se conserver autrement que dans les monuments, peut-être mieux encore.

0140153336

Dominique MOUFLE évoque le grand nombre d'objets « dramatiques » qui ont été recueillis dans l'ensemble de ces ruines. Ils étaient présentés dans une grange, et l'association des parents des victimes avait souhaité qu'on en fasse un véritable musée. Ils ont été présentés de façon un peu plus digne sous le mémorial conçu par l'architecte CREUZOT. Des solutions de ce type peuvent encore être imaginées. On ne peut pas les conserver *in situ*, mais à l'abri. Il faudra avoir cette attitude tant qu'il y aura des survivants (ou leurs descendants).

Maryvonne de SAINT PULGENT demande ce qui, dans ce cas, sera fait concrètement de la voiture : sera-t-elle mise dans un musée ? En sera-t-il fait un fac-similé ? Une reconstitution, brûlée de nouveau ?

Dominique MOUFLE rappelle que ce n'est plus la voiture authentique du docteur, qui existe dans un autre jardin. Mais la question se pose de la présentation des objets dans le centre de la mémoire, ou du moins de leur conservation.

Maryvonne de SAINT PULGENT fait remarquer qu'en enlevant les objets restants, on commence à démonter le site.

Dominique MOUFLE estime qu'il faut admettre que l'on ne peut pas garder certains objets qui deviendront des tas de rouille, et que les visiteurs le comprendront. Les visiteurs d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'il y a vingt ans. Un jour, il n'y aura plus rien, que le mur d'enceinte bâti par l'Etat après la guerre, comme seul témoin du lieu et des faits. La mémoire sera transférée au centre prévu par le département.

Michel CLEMENT déconseille pour sa part d'enlever la voiture du docteur, ce qui provoquerait un scandale localement. Il y aura des mesures à prendre pour toute une série d'objets, qui sont dans les ruines des maisons sur l'ensemble du site. Il faudra privilégier le secteur de l'église mais également les voies de circulation où les gens ont accès. Cela risque de se transformer en décor de "western", bord de rue avec des murs de façade, et derrière pas grand chose, des éléments en disparition progressive. C'est peut-être cela qui va se dégager peu à peu.

Maryvonne de SAINT PULGENT constate qu'il y a bien trois options : ou l'on ne fait rien, et le processus de dégradation ira assez vite, ou l'on essaie d'arrêter le temps, moyennant des décisions qui finiront par paraître très lourdes, non seulement financièrement mais surtout déontologiquement, ou bien enfin l'on fait un accompagnement, qui est à moduler selon les recommandations de l'inspection générale. L'étude de Jean-Jacques SILL lui semble être plus proche de la deuxième option que des deux autres. La commission ayant entendu les différents avis est maintenant en mesure de se prononcer sur ces trois options. Maryvonne de SAINT PULGENT est frappée par le fait que le dossier présenté à la commission est à la fois précis et imprécis. La liste des montants associés à des numéros de quartiers et de maisons, telle qu'elle a été présentée, permet difficilement de se prononcer. Elle souhaiterait qu'on regarde de près ce qui relève de la sécurité du public, ce qui représente un début de relevage de ruines, en particulier aux endroits qui ne sont pas ouverts à la visite, puis le quartier dit de l'église, où, effectivement, les visiteurs doivent converger, et qui est le plus ouvert au public, du fait de sa représentation symbolique. Peut-être la commission pourra-t-elle mandater l'inspection générale pour apporter davantage de précision à ce programme. Dans ce cas, la programmation en années sera à revoir complètement.

0140153336

Maryvonne de SAINT PULGENT demande si les membres de la commission souhaitent écarter par un vote l'option qui consiste à ne rien faire, et à laisser les vestiges se dégrader. La commission ayant demandé ce vote, **Maryvonne de SAINT PULGENT** demande aux membres de s'exprimer sur cette position radicale, qui n'a d'ailleurs été présentée par personne.

Pour : 0
Contre : 24

La commission ayant estimé à l'unanimité qu'il fallait continuer d'agir à Oradour, **Maryvonne de SAINT PULGENT** rappelle qu'il faut choisir entre deux propositions : celle de l'étude commandée à Jean-Jacques SILL, qui présente un programme d'action systématique, et celle, plus mesurée, de l'inspection générale, qui consiste à accompagner l'évolution inéluctable de ces ruines, de sorte que l'Etat conserve sans restituer et assure la sécurité du public et la survivance « douce » du lieu porteur de l'essentiel du symbole. **Maryvonne de SAINT PULGENT**, après avoir vérifié auprès des inspecteurs généraux si elle avait bien interprété leur proposition, met aux voix le projet de l'inspection générale.

Pour : 20
Contre : 3
Abstention : 1

La proposition de l'inspection générale est approuvée par la commission supérieure.

Pierre-André LABLAUDE rappelle qu'il s'agit d'abandonner l'idée d'une conservation pour l'éternité, donc d'accompagner le mouvement de ruine et de moduler cet accompagnement en fonction de deux critères, celui de la sécurité et celui d'une concentration à terme sur les parties les plus symboliques du village. Le quartier de l'église avait été évoqué, il n'y en a pas beaucoup d'autres.

Maryvonne de SAINT PULGENT souligne que cela suppose que **Pierre-André LABLAUDE** regarde les projets de façon plus précise, avec Jean-Jacques SILL et l'inspection des monuments historiques, en privilégiant les axes de circulation du public, le quartier de l'église, la sécurité, etc..., et qu'il revoie avec le service quelle sera vraiment la programmation.

Pierre-André LABLAUDE propose dans ce cas d'établir avec Jean-Jacques SILL un modificatif à ses propositions de programmation, qui tienne compte de cette réorientation de son étude générale.

Maryvonne de SAINT PULGENT précise que, s'il y avait le moindre problème, il y aurait lieu de le porter devant la commission supérieure. Mais en l'état, la commission mandate **Pierre-André LABLAUDE** pour agir.

23 JAN. 1995

Le Secrétaire
des Monuments Historiques

Michel REPUT-GARSA